

France « MONSIEUR LE PRÉSIDENT, APPELEZ À NE PAS OUBLIER L'AFRIQUE »

Le 27 mars, Solidarité Laïque publiait une tribune dans Le Monde à l'adresse du Président de la République en partenariat avec Aide et Action. Signée par 31 organisations de solidarité internationale, elle rappelait la nécessité d'assurer le continuum santé-éducation en Afrique dans une approche collective, solidaire et internationale.



© DR Solidarité Laïque



Il faut le dire cette pandémie « nous oblige », ce sont vos mots. (...) L'Histoire se souviendra des décisions que nous prenons et de notre hauteur de vue. Dans ce contexte d'extrême urgence où il est question de masques et de respirateurs pour sauver des vies ici en France, nous vous demandons, conscients de notre responsabilité, de prendre une initiative, pour et avec l'Afrique. L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) l'a rappelé, la crise du Coronavirus va être particulièrement dramatique sur ce continent où les filets sociaux n'existent pas et où les matériels médicaux requis pour répondre à cette crise manquent, où 85 % de la population au sud du Sahara n'a pas accès à l'eau propre ni au savon et où il faut aller travailler quoi qu'il arrive pour nourrir sa famille. C'est une question de jours... (...) Comme vous l'avez dit, rien ne sera pareil après cette crise. Mais il faut, en premier lieu, limiter son expansion : nous le faisons, dès à présent, avec nos équipes et des jeunes bénévoles en Afrique qui sensibilisent aux gestes-barrières. Nous pouvons faire beaucoup plus !

Mais, pour cela, il faut que nous puissions continuer nos activités de prévention, d'éducation et de formation sur le terrain. Ces actions complémentaires à la santé, permettent d'avoir une vision holistique et stratégique sur la crise complexe et inédite que nous vivons. Il faut donc penser ensemble, car la solution ne peut être que collective, solidaire, internationale, pour assurer le continuum santé-éducation en prenant en compte également les questions alimentaires mais aussi d'urgence-post-urgence. Notre solidarité se doit donc d'être à la hauteur de cette crise et de ses enjeux.

L'APPROCHE INTERSECTORIELLE DOIT ÊTRE PRIVILÉGIÉE

Cette crise concerne dès à présent la survie de milliers de femmes, d'hommes et d'enfants, mais elle montre aussi que l'urgence sanitaire et médicale, doit nécessairement se combiner à des actions de sensibilisation et d'éducation qui permettent en parallèle du soin, d'anticiper et de protéger, donc, de démultiplier les effets de la lutte contre la pandémie. (...)

Monsieur le Président, nous pouvons sauver des vies, beaucoup de vies. Nous principales associations de solidarité et de développement par l'éducation, nous nous mobilisons partout où nous sommes présentes, particulièrement en Afrique. Mais, nous avons besoin d'argent pour continuer à agir et à exister. Il faut, bien sûr, donner des fonds aux organisations humanitaires de santé ou d'urgence, mais également renforcer les fonds de l'éducation comme appui et complément aux actions d'urgence sanitaire. Sans ce soutien, nous ne serons pas en mesure d'apporter une réponse systémique et collective.

C'est pourquoi, nous vous exhortons, tout d'abord à mettre en place un fonds de sauvegarde pour les organisations de solidarité internationale qui en ont besoin, afin qu'elles puissent traverser cette crise d'une gravité extrême pour elles également. Nous vous demandons de respecter la trajectoire des 0,55 % du Revenu National Brut à 2022 consacrés à l'aide publique au développement comme vous vous y êtes engagé au début de votre mandat et au regard de cette crise historique en direction de l'éducation et santé.

Nous vous demandons, au nom du Partenariat Mondial pour l'Éducation (PME), que vous avez largement soutenu, de lancer sans attendre une initiative forte, historique, internationale et solidaire en appelant à mobiliser des fonds publics avec l'Agence Française de Développement (AFD), l'Union Européenne, le PME, la Banque Mondiale, et les grandes banques de développement mais aussi avec des fonds privés d'entreprises, de fondations, pour proposer une réponse collective et cohérente.

Monsieur le Président, appelez à ne pas oublier l'Afrique ! ■

Avec l'arrivée du Covid-19, le centre éducatif Tadamoun Wa Tamia a dû fermer. Mais le centre continue d'apporter un soutien aux familles des enfants et des jeunes en situation de handicap.

L'ÉDUCATION EN DANGER

Les crises se succèdent. Qu'elles soient climatiques, sanitaires ou géopolitiques, elles risquent de conduire à une dépriorisation de l'éducation. Pourtant, celle-ci est une condition pour apporter des réponses durables aux défis d'une société qui doit se réinventer.

La crise sanitaire du Covid-19 a posé un éclairage des plus crus sur ce que nous savions déjà : les plus vulnérables sont aussi les plus exposés aux catastrophes. Elle a aussi mis en évidence l'importance de l'éducation, qui, en complémentarité des politiques santé, sensibilise et éduque aux gestes qui permettent de se protéger et de protéger les autres, et lutte contre les fausses informations. En période de crise, dans le combat pour le développement et la lutte contre les inégalités, il faut deux pieds pour avancer vers un monde plus juste, la santé et l'éducation vont de pair. Hélas, la vision court-termiste des Etats risque d'hypothéquer l'avenir.

L'éducation est en danger. Quand elle devient un moyen pour des multinationales de « faire de l'argent » - y compris en période de pandémie par le déploiement d'offres privées -, elle est menacée dans son essence même, car elle creuse les inégalités. Quand elle est instrumentalisée par les Etats populistes et autoritaires ou confisquée par des pouvoirs religieux, elle embrigade au lieu d'émanciper. On l'observe dans de nombreux pays : l'histoire y est réécrite, les droits civiques n'y sont plus enseignés, l'égalité des genres et l'éducation à la sexualité disparaissent des programmes. Et parfois, comme au Mali ou au Nigéria, ce sont les enseignants et leurs élèves eux-mêmes qui sont la cible directe

des terroristes. Pour mémoire, Boko Haram en haoussa signifie « l'éducation occidentale est un péché ».

L'écueil du « récit de crise » est qu'il semble autoriser toutes les solutions, y compris au mépris des valeurs de liberté et d'émancipation qui fondent l'Education. Ainsi en va-t-il de ces offres éducatives à visée lucrative qui se multiplient en situation d'urgence, permettant aux plus riches de tirer leur épingle du jeu et mettant encore un peu plus à l'écart de l'école ceux qui sont dépourvus de moyens. Parfois, la démarche est moins cynique, comme c'est le cas pour des Etats du sud Sahel qui, pour acheter la « paix » aux extrémistes, autorisent l'enseignement religieux à l'école publique. Le résultat est catastrophique.

Les « crises » ne peuvent tout justifier et sûrement pas d'aller à l'encontre des droits ou de l'éthique que seule une éducation de qualité est à même de promouvoir. C'est pour cela qu'il convient de poser l'éducation comme un bien universel qu'il importe urgemment de rétablir dans les « communs » à protéger. ■

Défi AFRIQUE SUBSAHARIENNE : AGIR CONTRE L'ANALPHABÉTISME



© DR Solidarité Laïque

Des millions d'adultes et de jeunes sont aujourd'hui analphabètes. Il serait criminel de ne pas leur garantir « *les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie* », comme le précisent les objectifs du développement durable.

Alors qu'en Afrique subsaharienne plus de 10 millions de jeunes de 15 à 24 ans ne savent ni lire ni écrire, Solidarité Laïque et ses partenaires organisent des parcours de formation pour qu'ils puissent trouver leur place dans le champ social, économique et citoyen. Car comment se soigner, se protéger, bien s'informer et participer à la vie civique quand il est difficile de déchiffrer pleinement un message écrit ?

L'alphabétisation fonctionnelle apporte des solutions rapides car elle est adaptée à la situation de ces publics qui sont obligés de gagner leur vie

au jour le jour. Elle permet d'outiller les jeunes, les adultes, les femmes, les parents qui seront aussi plus en confiance, à même de monter un projet économique, d'accompagner leurs enfants dans leur scolarité, leur santé... Nos programmes sont conçus sur mesure pour les chauffeurs, ferrailleurs, commerçants... ce qui leur permet de remobiliser les savoirs acquis immédiatement, et quotidiennement. Par ailleurs, l'enseignement est systématiquement proposé en deux langues, le français langue officielle et la langue nationale que ces publics maîtrisent souvent bien mieux. À Abidjan, en partenariat avec l'Institut français de Côte d'Ivoire, des jeunes ferrailleurs recevront ainsi une formation en « *alphabétisation adaptée au monde du transport* » qui leur permettra de devenir chauffeurs. La même démarche va être adoptée à Ouagadougou pour les jeunes maçons et à Bamako à destination des vendeuses du marché. ■

Résistance SAHEL : L'ÉDUCATION CIBLE DU TERRORISME

Les écoles sont une cible stratégique pour ceux qui veulent asservir les esprits et les vies. Rester présents là où les terroristes font régner la terreur, dans les écoles, auprès des élèves et des enseignants, est difficile. Mais essentiel.

Des milliers de cahiers, crayons, stylos, matériels géométriques, boîtes de peinture et de craies, une bibliothèque et des centaines de livres. C'est ce que Solidarité Laïque, grâce à la mobilisation de ses membres et de plus 70 000 enfants et enseignants français, a pu acheminer en février dans 21 écoles tchadiennes, en partenariat avec le Ministère de l'éducation du Tchad et l'Ambassade de France. Parmi elles, plusieurs écoles publiques du Nord, une région particulièrement exposée aux incursions violentes de l'Etat islamique et d'Aqmi. « *Les palettes de matériel ont été livrées en convois grâce au soutien des forces françaises de l'opération Barkhane. Pour les enfants et les enseignants, c'était une aide matérielle mais aussi une aide morale, car cette solidarité leur montre qu'on ne les oublie*

pas », explique Michel Debon, administrateur et bénévole à Solidarité Laïque responsable de la Rentrée Solidaire.

En juillet dernier, l'Internationale de l'Éducation dressait ce constat sur la situation en Afrique subsaharienne : « *Les attaques contre l'éducation tuent et blessent, entraînent le décrochage scolaire, la perte d'enseignants, la fermeture prolongée des écoles et des universités, la qualité médiocre de l'éducation et le déplacement forcé des enfants vers des zones dont les établissements scolaires sont déjà surchargés, l'embrigadement d'enfants dans les groupes terroristes et les abus sexuels qui constituent des conséquences dévastatrices à long terme pour la société.* »

Malgré les difficultés à assurer la continuité de l'éducation dans ces zones, Solidarité Laïque et ses partenaires locaux, en lien avec les autorités locales, continuent donc d'apporter leur soutien aux acteurs éducatifs. « *Au Burkina Faso, au Mali et au Niger, 2000 écoles ont déjà fermé ! La collecte d'informations, le manque de financement pour les organisations locales et l'insécurité ne facilitent pas le travail. Mais il faut le faire pour la paix,* » explique Alain Canonne, Délégué général de Solidarité Laïque. « *Si on attend que la situation soit stabilisée pour mobiliser des fonds et déployer des programmes de soutien pour l'éducation, il n'y aura aucune chance de mettre fin aux conflits.* »

Intégration ou réintégration des jeunes dans le système d'éducation formel ou informel, à travers des formations professionnelles, soutien social et psychologique des élèves et des enseignants, réhabilitation des écoles, constituent les principaux axes d'intervention des organisations de la société civile encore présentes en Afrique subsaharienne. Dans le cadre de ses programmes, Solidarité Laïque met en outre l'accent sur la sensibilisation à l'égalité de genre car, comme le souligne le Rapport de la Coalition Education sur « *l'éducation au Sahel* », les filles sont les premières à être impactées par les conflits. Comme au Niger où le taux de mariages d'enfants est le plus élevé du monde avec 89% des filles mariées. ■



Chaque catastrophe climatique et sanitaire frappe d'abord les plus pauvres. Et exclut des millions d'enfants de l'école.

Avenir **DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE : DE LA NÉCESSITÉ DE PROTÉGER L'ÉDUCATION**

À chaque séisme, cyclone, inondation, épidémie, des milliers d'enfants se retrouvent brutalement privés d'éducation et risquent de quitter pour toujours le système scolaire. L'enjeu est majeur à l'heure où les catastrophes se multiplient, pénalisant à chaque fois les plus pauvres et les plus vulnérables. 65 % des victimes de catastrophes naturelles sont ainsi des femmes et des enfants. Et dans la prochaine décennie, 175 millions d'enfants seront affectés par le dérèglement climatique, dont une majorité vit en Asie et en Afrique, là où il est le plus difficile de suivre un cursus scolaire complet.

Passé l'état d'urgence, il est essentiel d'intervenir rapidement avec les acteurs locaux pour permettre aux enfants de reprendre rapidement leurs apprentissages et de se resocialiser. Si l'école a fermé, et quand les parents se retrouvent exsangues après la catastrophe, la tentation est grande de mettre provisoirement les enfants au travail pour faire vivre la famille. Une solution qui s'avère malheureusement souvent définitive.

C'est pour éviter ces décrochages scolaires massifs que Solidarité Laïque et ses partenaires se mobilisent quand surviennent des catastrophes. Matériellement tout d'abord, en aidant à la reconstruction ou

à la réhabilitation des écoles détruites aux normes anticycloniques et antisismiques. En Haïti et à la Martinique, après le passage des ouragans Irma et Matthew, des milliers d'enfants ont ainsi pu retrouver le chemin de l'école mais aussi un environnement propice à la résilience. A chaque fois, les parents sont associés au projet, des kits scolaires leur sont remis, il leur est parfois proposé de participer à la reconstruction dont ils pourront bénéficier en venant s'y abriter avec leur famille en cas de nouvel événement climatique.

Second axe d'intervention, la prévention des risques et la sensibilisation aux enjeux climatiques. Nos partenaires forment les enseignants et les enfants pour mieux réagir aux situations d'urgence et apprendre à se protéger mais aussi pour protéger l'environnement durablement : création de jardins potagers, lutte contre l'érosion des terres, sensibilisation à la consommation locale... Enfin, Solidarité Laïque réfléchit, avec ses partenaires locaux des pays les plus concernés par le dérèglement climatique, au développement de filières professionnelles dédiées aux enjeux du développement durable. 60 millions d'emplois nouveaux devraient en effet être créés dans les 50 prochaines années pour répondre aux défis environnementaux. ■

COVID-19 :

l'éducation, une arme de résistance

Alors que la pandémie du Covid-19 arrivait en Afrique, Solidarité Laïque organisait la mobilisation de « brigades citoyennes » pour lutter contre sa progression. En quelques jours, des jeunes du monde entier ont monté un clip pour informer précisément sur les gestes barrière et mettre en garde contre les fausses informations. À la fois pédagogique et communicant, il a été largement relayé sur les réseaux sociaux en Afrique subsaharienne, en République démocratique du Congo mais aussi en Haïti. D'autres initiatives ont été prises, comme en Tunisie, où les 89 partenaires du programme Soyons actifs/actives ont réalisé et diffusé sur le web des modules vidéo pour informer leurs publics avec ce message simple « Ched darek » (Reste à la maison). Quant aux jeunes du programme Jeunes des deux rives, ils ont eux aussi investi les réseaux sociaux pour échanger, partager sur la réalité de leur confinement et surtout convaincre leurs camarades et leur famille de rester confinés.

Les chiffres de l'éducation en danger

70,8 MILLIONS
de personnes déplacées.

1 année d'éducation réduit les risques de conflit d'environ 20 %.

50 %
des personnes déplacées en âge scolaire ne vont pas à l'école.

6/10
6 enfants sur 10 d'origine réfugiée fréquentent l'école primaire, 2 sur 10 l'école secondaire.

Les filles sont plus touchées et de manière disproportionnée, avec un risque accru d'exploitation et d'abandon scolaire et social.

« À L'ÉCOLE DES SABLES, ON APPREND À SE SERRER LES COUDES »

Située en plein désert dans le Nord Mali, une zone à hauts risques, cette école du village de Ag-Infanana, accueille une soixantaine d'enfants. Depuis une dizaine d'années, 97 familles touarègues vivent dans ce village. Une petite école défendue par les parents d'élèves y est créée en 2016, projet qu'ont porté deux des leurs. Pour résister à la terreur et préparer l'avenir.



© DR Solidarité Laïque

Moussa Ag Assarid, 44 ans, est le cofondateur de l'École des Sables et diplômé d'un master en management du développement.

L'insécurité qui règne au Mali ne vous a-t-elle pas fait hésiter à ouvrir cette école ? N'est-ce pas trop risqué pour les élèves et les enseignants ?

En 2002, nous avons créé une première école à Taboye, l'École des Sables Saint-Exupéry, au bord du fleuve Niger, que nous avons dû fermer en 2012 car les attaques terroristes s'étaient multipliées. Nous l'avons déplacée en 2016 à Ag-Infanana, non loin de la piste qui relie Gao et Kidal, en plein désert. Il n'était pas question d'attendre que la paix revienne pour permettre aux enfants d'aller à l'école et de sacrifier une génération entière. Pour autant, il fallait penser un projet qui permette de résister en cas d'incursion terroriste. Non que nous ayons des armes, mais nous avons des arguments. Pour cela, nous avons impliqué le chef du village et l'imam.

Vous pensez donc pouvoir être à l'abri si l'école était menacée ?

On n'est à l'abri de rien mais nous prenons des risques mesurés. Le fait que cette école publique soit portée par des enseignants qui viennent du village, qui ont été eux-mêmes élèves dans la première École des Sables jouera en notre faveur. Le projet est

local, ce n'est pas une « école de blancs » qui a été créée par des étrangers, mais bien une école qui s'articule étroitement avec son environnement social. Depuis sa création, 97 familles se sont installées autour de l'école et bénéficient de l'accès à l'eau, d'un savoir-faire agronome qui sert aux habitants, mais aussi d'une nouvelle organisation des moyens de production. Le chef de village, l'imam et les habitants sont prêts à expliquer tout cela.

Comment gérez-vous l'épidémie du Covid-19 ?

Nous sommes situés à plus de 50 kilomètres de la première ville. Le village de Ag-Infanana est très isolé et il y a bien peu de passage. Le 27 mars dernier, nous avons fermé l'école pendant 15 jours pour les vacances. Nous prévoyons de reprendre la semaine prochaine. Il n'y a pour l'heure aucun cas dans la population dans cette zone. Nous avons tout de même installé des mesures de prévention comme le lavage systématique des mains.

Votre projet pédagogique s'inspire des méthodes Montessori tout en répondant aux besoins spécifiques liés à la situation. En quoi consiste-t-il ?

L'École des Sables Ibrahim Alkoni est une école publique qui suit le programme officiel de l'Éducation nationale. C'est essentiel car les enfants devront ensuite pouvoir être à niveau quand ils rejoindront le collège. Mais nous avons voulu aussi proposer un enseignement qui mette l'accent sur le respect de l'environnement et la coopération entre les élèves. La première chose que nous avons faite a été de forer un puits et de construire un château d'eau pour donner l'accès à l'eau potable à tous les habitants. Nous éduquons les enfants à l'utilisation raisonnée de cette eau, que ce soit pour les travaux domestiques ou l'agriculture. Au sein du village, ce sont eux qui accompagnent les adultes et leur expliquent les bonnes pratiques. Autre exemple, les enseignants et les élèves interviennent sur le potager du

village aux côtés de l'association des femmes pour les aider à améliorer les rendements tout en respectant les ressources naturelles.

Dans la culture nomade, les parents envoient leurs enfants faire paître les animaux dans la journée. Ont-ils facilement accepté de les scolariser ?

Il a fallu faire de la pédagogie et surtout trouver des solutions concrètes aux parents qui ont besoin en effet de nourrir leurs bêtes. Nous avons proposé aux parents de réunir les troupeaux et de les faire paître ensemble. Chaque jour, à tour de rôle, deux enfants partent la journée. Le lendemain, c'est un autre binôme qui y va et on propose un rattrapage à ceux qui étaient absents la veille. Ça convient très bien aux nomades, car l'activité économique continue et leurs enfants peuvent accéder à l'éducation.

Au final, il semble que l'accès à l'éducation soit une cause portée par l'ensemble du village ? Qu'est-ce qui a rendu cela possible, malgré les conditions très difficiles que vous rencontrez ?

Les nomades vivent au jour le jour, car la vie dans le désert est extrêmement précaire. Ils ont besoin de voir les choses pour y croire. Je crois que le fait que ce soient des anciens élèves qui soient devenus les éducateurs de leurs petits frères et petites sœurs a joué un rôle important pour les rassurer. Prochainement, une infirmerie va ouvrir et elle sera tenue par un infirmier qui lui aussi a été formé dans la première École des Sables. C'est du concret, non ? ■

Dakar

PROTÉGER LES ENFANTS TALIBÉS



© DR Solidarité Laïque

Après la fermeture des « daaras » imposée par l'Etat pour éviter la propagation du coronavirus, ces écoles coraniques, qui pour une partie d'entre elles condamnent à la mendicité des enfants de 5 à 12 ans, des milliers de mineurs se sont retrouvés à la rue. Ces enfants sans protection, à la merci des bandits, risquent tout simplement de mourir de faim, les rues de Dakar étant vidées de leur population. C'est dans ce contexte que le directeur du centre Estel, dont Solidarité Laïque est partenaire, a mis en place un plan d'urgence pour mettre à l'abri 450 enfants. Après 14 jours de confinement durant lesquels ils ont été nourris et soignés pour la gale ou la tuberculose, ils sont actuellement pris en charge par une quarantaine d'animateurs. D'ici l'été, ils seront renvoyés dans leurs familles dispersées dans tout le Sénégal.

Colombie

LE CENTRE ÉDUCATIF ENFANCE 2/32 S'ORGANISE FACE À LA PANDÉMIE

« *Todos nos cuidamos* » (« *Tous, nous prenons soin* »), tel est le nouveau programme que les éducateurs ont mis en place pour limiter les impacts du Covid-19 sur les plus démunis. Sur les 200 enfants accompagnés quotidiennement par le centre avant sa fermeture provisoire, ce sont 80 foyers à risques qui ont été identifiés par la direction. Les enfants ne pouvant plus se rendre au centre, l'équipe de psychologues, éducateurs et médecins s'est entièrement réorganisée. « *La priorité a été d'acheminer de la nourriture et des kits d'hygiène et d'informer les familles des gestes barrières. Ensuite, l'équipe a proposé des documents pédagogiques pour accompagner l'éducation des jeunes à la maison. Ceci est un véritable défi. En effet, beaucoup de familles n'ont pas accès à un ordinateur ou à un smartphone* », explique Amparo Villegas, la directrice du centre. Par ailleurs, un contact régulier est assuré avec les familles pour que les enfants, dès la fin de la crise, reprenne le chemin du centre éducatif.

Covid-19

LES MARCHANDS DE L'ÉDUCATION SONT-ILS DEVENUS PHILANTHROPE ?

Alors que 4/5^e des enfants étaient confinés chez eux, Microsoft, GSMA, Zoom Video Communication, KPMG, Coursera, Google et Facebook ont rejoint la Coalition Mondiale pour l'Education à la demande de l'Unesco. Bonne nouvelle? Solidarité Laïque et plusieurs acteurs de solidarité internationale ont aussitôt alerté sur les risques de dérives qui pèseraient une nouvelle fois sur les plus pauvres. S'il ne s'agit pas d'opposer un refus systématique aux fonds privés pour développer l'accès à l'éducation, difficile en effet de faire l'impasse sur le pedigree de ces acteurs économiques pour beaucoup cotés en bourse. S'agit-il pour eux d'un projet philanthropique ou lucratif? Plusieurs d'entre eux ont identifié

depuis une dizaine d'années la manne que représente l'éducation et sont présents sur le secteur. Si l'objectif est pour eux de développer leur chiffre d'affaires, de vendre du service à distance, des contenus éducatifs standardisés, des offres d'abonnements masquées derrière des propositions gratuites, on ne peut que mettre en garde contre le renforcement des inégalités qui en résultera et une mise en danger à terme du secteur public de l'éducation. La relation éducative assurée par des enseignants bien formés reste la pierre angulaire d'une éducation de qualité! Nous resterons vigilants sur le rôle que ces acteurs prendront dans ce contexte revisité par la pandémie.

Solidarité Laïque est en ligne !

Vous militez pour le droit à l'éducation pour toutes et tous ?
Relayez nos informations ! Diffusez et devenez un partenaire engagé aux côtés de Solidarité Laïque. solidarite-laique.org



Suivre les actualités



S'inscrire à la newsletter



Faire un don en ligne (et limiter les frais administratifs)

COVID-19

DANS LE MONDE,

90 % DES ENFANTS*

SONT DÉSCOLARISÉS

Soutenons l'Éducation

* Les plus pauvres et les plus vulnérables d'entre eux risquent la rupture scolaire et sociale. Si on n'agit pas maintenant, ils ne retourneront pas à l'école et arrêteront leur formation. Des millions d'enfants et de jeunes risquent ainsi d'être privés de leur enfance et de leur avenir.

 Solidarité Laïque



Solidarité Laïque

BON DE SOUTIEN

(À retourner dans l'enveloppe-réponse jointe ou à Solidarité Laïque 22 rue Corvisart 75013 Paris)

AVANTAGES FISCAUX

DON 50 € \ DÉDUCTION 33 € \ COÛT RÉEL 17 €

66%
DE DÉDUCTION
FISCALE

Je recevrai le reçu fiscal me permettant une déduction d'impôts de 66%, soit les deux tiers de ce montant, mais donnant à l'association la possibilité d'agir 3 fois plus qu'il ne me coûte.

OUI j'aide **Solidarité Laïque** à développer ses programmes éducatifs en France et dans le monde. **Je fais un don de :**

20€ 50€ 100€ 200€ €
À ma convenance :

Veuillez trouver ci-joint mon versement par chèque à l'ordre de **Solidarité Laïque**.

► Merci de m'envoyer à l'adresse ci-dessous le **reçu fiscal** me permettant de déduire de mes impôts **les deux tiers** de ce montant.

Mme Mlle M

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL : [] [] [] [] [] VILLE :

Je souhaite recevoir la newsletter Internet de **Solidarité Laïque**.

Courriel (Facultatif) : tél. :

Informatique et Liberté : Pour tout droit d'accès et de rectification, s'adresser à **Solidarité Laïque**. Si vous ne souhaitez pas que votre adresse soit transmise à nos partenaires, cochez cette case .